



*Ma patrie c'est la ville durable*

# Plaidoyer pour le développement de villes durables en Afrique.









# Ma patrie c'est la ville durable



© 2022 Construire pour demain

© 2022 Construire pour demain

## **Ma patrie c'est la ville durable**

Français

2022

Le plaidoyer « Ma patrie c'est la ville durable » est une initiative du Collectif Afrique Ville Durable, mis en place par l'association Construire pour demain, à l'effet d'attirer l'attention des décideurs et du grand public sur la nécessité d'orienter le développement urbain en Afrique dans le sens de la durabilité.

Cette publication n'est pas soumise aux règles de propriété intellectuelle. Sa reproduction n'est autorisée qu'à des fins uniquement non commerciales, sous réserve que l'association Construire pour demain et le Collectif Afrique Ville Durable soient mentionnés.

La version électronique de cette publication est disponible en téléchargement depuis la page internet du Collectif, à l'adresse [www.patrievilledurable.org](http://www.patrievilledurable.org)

Ceci est une publication de l'association Construire pour demain, réalisée par le Collectif Afrique Ville Durable.



**Avant-propos**



Beaugrain Doumougue

## Dans le cœur d'un engagement collectif !

**A**vons-nous déployé tous nos efforts pour construire la ville africaine idéale ? Que nenni ! Nos villes sont-elles à la hauteur de nos espérances ? Loin s'en faut ! Alors que notre engagement est balbutiant, il vient le temps de la prise de conscience. Celui où l'on apprend à palper et à mesurer nos défis, tout en questionnant, dans une lucidité froide, notre culpabilité dans la trajectoire urbaine du continent. Car, si nul parmi nous ne peut être exempté de reproches, chacun de nous peut, à minima, penser une ville africaine plus belle, plus vivante, plus inclusive et plus durable que jamais auparavant. Cela implique de se faire la promesse que tout indigne que l'on puisse se reconnaître, aujourd'hui, de cet idéal, on s'efforcera néanmoins de s'en rendre digne. Par les actes.

Ce propos presque utopique tient des garanties indéniables dans l'addition des renoncements de chacun en faveur d'une ville plus viable en Afrique, au regard des enjeux mondiaux. C'est tout le sens du plaidoyer pour le développement de villes durables en Afrique, porté par l'association *Construire pour demain* au travers du *Collectif Afrique Ville Durable*. Il s'agit concrètement de donner corps à une idée avantageuse de la ville africaine, d'où les Africains pourraient y voir la promesse de l'aurore. Mais le réalisme nous oblige à tempérer cette idée d'une mesure qui la conditionne intrinsèquement : celle de notre engagement.

Sans engagement, en effet, point de ville durable en Afrique. Mais l'engagement, le vrai, imprime à nos existences un élan ascendant et quasi inarrêtable dans une volonté infaillible de défendre ce qui nous est consubstantiel, car s'inscrivant dans la complétude silencieuse de nos propres limites : la ville. Mais aussi, et surtout, la patrie, symbole d'identité et d'appartenance. Défendre cette ville, conçue comme une exigence douloureuse mais passionnante qu'on se réserve, c'est dire haut et fort : **Ma patrie c'est la ville durable !** C'est surtout retrouver l'énergie de l'engagement, de la volonté et de l'action dans l'idée que la patrie gît en substance dans cet espace qui nous définit, et qui se trouve, partout, sous nos pieds, sous nos yeux et à portée de main. C'est ensuite se retrousser les manches et éduquer.

*Beaugrain Doumougue*

Président de Construire pour demain





# Préface



Dr Vincent KITIO

## Faisons foule devant nos défis urbains !

**A**ujourd'hui, le temps s'écoule en accroissant dans son sillage les défis climatiques contemporains, dont une grande partie des enjeux se joue en ville. Le monde que l'on regardait avec stupeur et tremblement au tournant du siècle se rapproche de plus en plus. Mais l'humanité n'en reste pas moins ambivalente, devant l'urgence. Quid de l'Afrique ?

Alors que l'urbanisation de Lagos (Nigeria), l'étalement urbain non planifié de Kampala (Ouganda), l'habitat précaire du West Point (Monrovia - Liberia), l'insécurité foncière d'Analamanga (Madagascar), la montée du mercure de Niamey (Niger), la sécheresse de Mandéla (Tchad), les inondations d'Abidjan (Côte d'Ivoire), la pollution de l'air de Dakar (Sénégal), la pénurie d'eau de Bourem (Mali) les déchets de Dandora (Nairobi - Kenya), les bouchons d'Accra (Ghana), les coupures électriques fréquentes de Yaoundé (Cameroun), etc. forment un entrelacement gonflant de défis, les villes africaines paraissent incroyablement problématiques. Il est bon à ce stade de questionner leur rapport au problème. En sont-elles les réceptacles, les causes ou une partie de la solution ? Que les trois approches soient défendables ne fait pas débat, mais alors que la première relève davantage d'un constat fonctionnel, la seconde néglige le facteur humain. La troisième entreprend, quant à elle, une logique pragmatique et porteuse d'espoir. Elle mérite, de fait, d'être approfondie sous le prisme des précédentes.

En effet, le développement urbain (Afrique subsaharienne) répond à des impératifs multiples en lien avec les ressources et les activités qui agglomèrent des personnes et suscitent une ruée inarrêtable vers les villes où se concentrent tous les biens, services, opportunités et espoirs. Ce développement quasi naturel depuis la nuit des temps se complexifie dès lors que le nécessaire encadrement de la dynamique urbaine fait défaut, spécifiquement si cette défaillance rencontre celles de l'aménagement et du climat, dans un contexte géopolitique incertain. Des pressions centrifuges entraînent alors une implosion des cités qui se lit dans la mutation des formes urbaines.

En considérant que la ville est un espace spécifiquement dédié à ses habitants, lesquels y déroulent vies et activités, celle-ci s'en trouve dédouanée de n'être qu'un réceptacle de l'urbanisation, maîtrisée ou non. En posant le constat que l'humain est, par son action, à l'origine des enjeux qui se matérialisent, on répond à la question des causes. Mais de penser les solutions, c'est jeter une base solide d'espoir.

Il est possible de percevoir cet espoir dans le cri des cent signataires du plaidoyer « Ma patrie c'est la ville durable », initié par l'association Construire pour demain. Car au-delà des défis, la ville africaine reste une opportunité. Mais pour qu'elle résiste au temps, aux intempéries et à l'incivisme, il lui faut négocier le virage de la durabilité et renouer dans le même temps avec ses logiques et traditions

passées de sobriété. « Le plaidoyer des cents » introduit ainsi un changement paradigmatique majeur, car il prend à contrepied la majorité des logiques de promotion du développement durable, dont les échelles de déploiement généralement institutionnalisées lèvent des barrières à l'action humaine.

Le pragmatisme de cette initiative et, sans doute, son honneur, se trouvent dans sa capacité à postuler l'universalité de la ville et à engager les acteurs qui la composent dans son renouveau, à l'aune des enjeux actuels. Qui plus est, il s'arroge l'audace de construire le trait d'union entre la ville et la patrie. De fait, la « ville-patrie » à laquelle nous convient « les cents », ville à bâtir par tous, considère que l'individu qui sait regarder sa ville et y voir sa patrie, est plus que quiconque préparé à la durabiliser, parce qu'il y trouve mieux qu'ailleurs, son appartenance.

Cette louable initiative est un acte d'engagement qui arrive avec la force de la volonté et la bonne foi de l'espérance, à un moment donné où les ambivalences annoncées plus haut, se renforcent d'une insouciance de plus en plus inquiétante. En effet, regarder les villes africaines dans leur large majorité revient presque toujours à se rendre à l'évidence que le déficit de planification qui y a cours depuis plusieurs années soulève des enjeux en aggravation constante. Si la presse internationale aborde le sujet de villes africaines du point de vue de ses nombreux manquements, la bonne attitude consiste, aujourd'hui, à adopter des approches de solutions centrées sur la nécessité de maîtriser le levier de la planification en lien avec une prospective urbaine permanente. Parce que c'est en réalisant la combinaison subtile entre ces deux outils que l'on peut transformer l'avenir urbain en Afrique en anticipant la croissance urbaine sur fond de la démographie galopante.

Le plaidoyer touche ainsi au cœur des enjeux en associant la question démographique à celle de l'occupation spatiale, pour réinterroger la densité, repenser la mixité - économique et sociale - tout en réduisant les clivages, donner une teneur nouvelle à la mobilité, promouvoir les énergies renouvelables et la gestion efficace des ressources naturelles, porter une autre idée de la décentralisation, récupérer et recycler les ressources dans les déchets, soutenir et renforcer l'économie circulaire qui est restée dans l'informel et la débrouillardise, décarboner l'acte de construire, promouvoir la sobriété des ressources, concevoir des espaces verts pour atténuer les fortes températures, prévoir les drains pour gérer les inondations croissantes et fréquentes, etc. Cela étant dit, il n'y a plus qu'à donner des ailes à cette initiative. Mais pour cela, l'Afrique doit se retrousser les manches.

*Plus que jamais, nous devons nous rassembler autour du devenir de l'urbain africain et soutenir l'ambition portée par tous ceux qui œuvrent à un avenir meilleur, parce que durable. Faisons foule devant nos défis urbains !*



**Dr Vincent KITIO**  
Architecte

Directeur de l'unité Energie Urbaine ONU HABITAT

**ONU HABITAT**  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN





# Table des matières

Avant-propos .....	iii
Préface .....	vi
Plaidoyer .....	01
L'urbanisation dans le contexte africain.....	02
Quelques faiblesses des villes africaines.....	03
La menace du changement climatique.....	05
Marquer une attention collective.....	07
Prendre un nouvel élan collectf.....	11
Signataires.....	15
Postface.....	26
Remerciements.....	29

The background features a solid blue color with several overlapping, semi-transparent circular arcs in a lighter shade of blue, creating a sense of motion and depth.

# **MA PATRIE C'EST LA VILLE DURABLE**

*Plaidoyer pour le développement de villes durables en Afrique*



***Dans l'incroyable beauté des villes africaines se cache le pouvoir inouï d'une transformation infinie, sur elles-mêmes, dans le sens de la durabilité. L'utopie de ce propos, considérable parce que perceptible au regard des sables mouvants conjoncturels qui enlissent nos villes dans un perpétuel laisser-aller, est la mesure des défis des villes africaines. Devant une confusion systémique autoentretendue, qui s'enracine dans les modèles importés d'ailleurs, aujourd'hui généralisés à l'échelle de la planète, basés sur le consummisme et qui menacent notre propre existence, il faut oser un nouveau regard, pour élaborer de nouveaux modèles urbains qui répondent aux contextes local, climatique, social et économique. Parce qu'il est encore temps de créer des villes durables africaines, compte tenu de l'occupation évolutive des sols et de la poussée démographique en cours sur le continent.***

### ***L'urbanisation dans le contexte africain***

Alors que la population urbaine d'Afrique a crû de 2000% entre 1950 et 2015<sup>1</sup>, que le nombre d'agglomérations a plus que décuplé sur la même période et que le niveau d'urbanisation a gagné 20 points de croissance entre 1990 et 2015 ; la question reste pendante, à juste titre, de savoir comment gérer la ville africaine. Car le phénomène urbain en Afrique est très particulier et, de ce fait, n'a rien de comparable au reste du monde.

En effet, d'ici 2100, certains modèles de croissance démographique estiment qu'une grande majorité de pays devrait être en dessous du seuil de 2,1 enfants par femme à l'échelle planétaire, ce qui assure un renouvellement de la population sans apport migratoire. La Chine, aujourd'hui le pays le plus peuplé du monde avec 1,4 milliards d'habitants, n'en compterait plus que 730 millions en 2100. A l'opposé, l'Afrique subsaharienne verrait sa population tripler, passant de 1 à 3 milliards d'habitants au tournant du siècle. Il est donc vital, au regard de ces chiffres de l'IHME<sup>2</sup> en date de juillet 2020, de préparer les villes africaines à accueillir autant de monde et à être suffisamment robustes pour satisfaire durablement cette population, tout en étant flexibles et éco-responsables.

Cette galopante démographie africaine alimente des débats enflammés sur le continent. Elle a plus que jamais besoin d'être perçue autrement que dans des perspectives uniquement économiques, parce qu'elle s'accompagne - et cela va continuer - d'une forte urbanisation qui catalyse le développement économique, et vice versa, dans un élan de rétroaction positif. Telle est notre réalité. Et elle n'échappe que peu ou prou, à la lecture historique du développement des villes à l'échelle mondiale.

<sup>1</sup>Rapport : *Dynamiques de l'urbanisation africaine, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), 2020*

<sup>2</sup>*Institute for Health Metrics and Evaluation*



Si les villes représentent le lieu par excellence du progrès, quel qu'il soit, l'absence de définition uniforme de la ville africaine en fait un véritable miroir de la complexité organisationnelle de nos sociétés. Avec tous les critères d'évaluation confondus, il est aujourd'hui difficile de déterminer les limites véritables des villes africaines.

En effet, les relations complexes des villes avec leurs environnements entretiennent un étalement qui exacerbe les difficultés d'orientation et de contrôle de la densité du bâti et de celle des populations. En y rajoutant l'effet des flux migratoires nourris par des considérations sociales, y compris au sein des villes, il en résulte de nombreuses disparités, qui conduisent à une ségrégation résidentielle et socio-spatiale.

Toutefois, si les défis de l'urbanisation en Afrique entretiennent une dynamique singulière qui raconte l'infirmité de l'urbanisme sur le continent plus qu'elle ne révèle le potentiel d'action qu'elle renferme ; il devient impératif et urgent de considérer les lacunes du phénomène urbain africain, à l'effet de renforcer les villes africaines à l'endroit même de leurs faiblesses.



Dakar, Sénégal - © Construire pour demain

### **Quelques faiblesses des villes africaines**

L'une des faiblesses majeures des villes africaines c'est la prolifération de l'habitat précaire et spontané, lequel va de pair avec l'augmentation des formes urbaines approximatives ou dégradées. Elle est nourrie et envenimée par la pauvreté, laquelle explique ce qui fait du bidonville une faiblesse. Car elle démontre l'incapacité des villes à produire et redistribuer équitablement la richesse.



Ceci va dans le sens de pensée de l'historien et économiste Paul Bairoch, lorsqu'il théoriseait « l'inflation urbaine » des pays en développement. Aujourd'hui les bidonvilles de Dakar, Abidjan, Lagos et Nairobi, pour ne citer que ceux-là, prennent de l'ampleur, et il en va ainsi des différentes villes d'Afrique. En 2014, un quart de la population urbaine mondiale vit dans des bidonvilles, selon l'ONU Habitat. La même année, ce chiffre s'élève à 93% en République Centrafricaine, 92% au Soudan, 88% au Tchad, 80% au Mozambique et en Mauritanie et à 77% à Madagascar, avec une moyenne africaine établie à 55%, contre 29.8% dans le reste du monde<sup>3</sup>. Ce phénomène est d'autant plus important à comprendre, pour agir en conséquence, qu'il touche fondamentalement à la dignité humaine, au défi qui étreint nos sociétés de (re)définir l'intolérable.

Dès lors, l'apparente nécessité de passer à une bataille décisive dans la guerre africaine du logement (décent), reste plus facile à décrire et à décrier, le cas échéant, qu'à intégrer dans les faits. Car l'incohérence des politiques africaines de l'habitat, empoisonnées par la reproduction exacte, sans adaptation aux réalités locales, des modèles hérités de la colonisation, a conduit nombre d'Etats africains, frappés par les circonstances, à devenir responsables de la relative anarchie qui s'adosse au développement des villes africaines. S'il est vrai que l'Afrique s'urbanise en restant pauvre et que l'investissement dans le logement est de 9 ans en retard, sur le continent, par rapport à l'urbanisation<sup>4</sup> ; il n'en demeure pas moins que la possession du logement reste un parcours du combattant.

Sachant par ailleurs que le logement social est loin d'être un succès retentissant en Afrique parce que l'Etat échoue à proposer des solutions efficaces, on comprend, et cela est regrettable, que dans de nombreux pays africains, seulement 5 à 10% de la population soit en mesure de se permettre la forme la moins chère de logement formel<sup>5</sup>. Quoi de plus normal, dans ce cas, que  $\frac{3}{4}$  du parc de logement africain relève de l'informel ? S'il faut promouvoir le logement abordable et durable en Afrique, il faut aussi et surtout réinventer son financement, car le logement est un facteur non négligeable d'inclusion sociale, et sans doute un déterminant essentiel de l'étalement urbain et de la naissance des zones d'habitat spontané.

Cette faiblesse des villes africaines, corollaire de la précédente, cache au fond une réalité encore plus brûlante : le foncier. Et pour cause ! Le rapport des Africains à la terre est si particulier que Raymond Verdier, juriste et anthropologue du droit et de la religion, disait qu'en Afrique « la terre se parentalise et la parenté se territorialise »<sup>6</sup>, résumant parfaitement la cohabitation difficile, dès lors, entre les systèmes de gestion collectifs, traditionnels ou coutumiers et régaliens, de ce bien sacré.

<sup>3</sup>Dasgupta et Coll. 2014

<sup>4</sup>L'urbanisation du monde, Jacques Veron, 2006

<sup>5</sup>Ede Jorge Ijjasz Vasquez, Stocktaking of the Housing Sector in Sub-Saharan Africa, Banque mondiale, 2015

<sup>6</sup>Raymond Verdier (1986), Systèmes fonciers à la ville et au village : Afrique noire francophone, R. Verdier et A. Rochegude (eds.), p. 21



Au-delà des thèses qui s'opposent sur ce sujet ainsi que des convoitises extérieures, pour féroces qu'elles soient, qu'attise la terre en Afrique ; c'est l'urbanisation explosive qui fait le plus pression sur le foncier. De ce fait, elle contribue à la fois, à la densification et à l'étalement des villes. La flambée des prix du foncier tend, quant à elle, à créer une bulle dont les plus vulnérables risquent de sortir encore plus défavorisés. Des solutions endogènes doivent être trouvées.



HIKMA, Complexe Culturel par Mariam Kamara, Dandaji, Niger

### **La menace du changement climatique**

Dans une Afrique qui abrite 17% de la population mondiale sur 22% des terres, le développement urbain devrait grignoter 5.87 millions de km<sup>2</sup> dans les cinq années à venir<sup>7</sup>, soit une surface équivalente à 30 fois la superficie du Sénégal et 104 fois celle du Togo. Avec la distinction de moins en moins nette entre villes et campagnes, et la pression climatique, *le désir de villes*<sup>8</sup> dont parlait Erik Orsenna se renforce en Afrique d'une ambition davantage accentuée de durabilité. Les enjeux sont de taille.

<sup>7</sup>Karen Seto, Global forecasts of urban expansion to 2030 and direct impact on biodiversity and carbon pools, PNAS, 2012

<sup>8</sup>Désir de villes, Erik Orsenna et Nicolas Gilsoul, Ed. Robert Laffont, 2018



Alors qu'on estime à 140-300 milliards de dollars, le montant des fonds nécessaires à l'Afrique, en rythme annuel et à l'horizon 2030, pour faire face à la nouvelle donne climatique ; l'index ND-GAIN 2017 reste sans concessions sur la vulnérabilité de l'ensemble du continent, qui du reste, a connu une élévation de températures comprise entre 0.3°C et 1.5°C supérieurs à la moyenne du XXe siècle, rien qu'en 2017<sup>9</sup>. Aussi vrai que 15% des catastrophes mondiales se soient produites en Afrique entre 2000 et 2017. De son côté, l'assèchement du lac Tchad pourrait toucher jusqu'à 129 millions de personnes en 2050, contre 40 millions en 2018, dans un sahel déjà menacé par la violence des conflits armés et la sécheresse, qui ont déplacé 4.9 millions de personnes en 2019 et mis en péril la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nombreux pays<sup>10</sup>. De quoi repenser les systèmes agricoles dans ces pays, en tablant sur de nouvelles technologies et sur le pouvoir des villes de nourrir leurs habitants.

Il va sans dire que la tâche sera lourde quand on songe que l'eau coûte 10 fois plus cher aux habitants des bidonvilles<sup>11</sup> sur ce continent qui reste menacé de pénurie par le changement climatique et le réchauffement planétaire. Dans un contexte où seul un africain sur quatre a accès à une source sûre d'eau potable, d'après un chiffre des Nations Unies en date de 2009, c'est sans peine qu'on peut imaginer à quel point la question de l'eau pourrait étouffer la dynamique africaine de développement.

Cette situation, frappée de complexité de tous les côtés, laisse entrevoir l'ampleur des phénomènes migratoires à venir, potentiellement en direction des côtes du Golfe de Guinée qui abritent un tiers de la population sous-régionale et 56% du PIB des pays concernés. C'est dire toute la pression qui pourrait s'abattre sur ces zones, sachant que l'érosion côtière frappe les pays du Golfe avec une avancée de la mer tablant sur 1.8 m par an en moyenne, et que les côtes sénégalaises, ivoiriennes et togolaises sont, à ce jour et pour moitié, touchées par ce phénomène.

Les pressions climatiques, de plus en plus dures, impactent par ailleurs les rendements agricoles et accroissent la vulnérabilité de nombreuses populations, qui pourraient à terme être contraintes de rehausser de 40% en moyenne, leurs dépenses alimentaires au détriment des dépenses de santé ou d'éducation<sup>12</sup>. Cela reviendrait à réduire les dépenses d'éducation et de santé, obscurcissant ainsi le potentiel d'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

<sup>9</sup>Bulletin de la Banque de France, 2020

<sup>10</sup>Notre Dame Global Adaptation Index - Programme de l'Environmental Change Initiative de l'Université de Notre Dame. Il s'agit d'un indice d'adaptation mondiale de Notre Dame qui classe les performances d'adaptation au climat de 177 pays au cours des 17 dernières années.

<sup>11</sup>Rapport 2019, Unesco

<sup>12</sup>Les taux de scolarité ont décliné de 20% dans les régions affectées par la sécheresse en Côte d'Ivoire (Jensen, 2000)



En y rajoutant les déficits énergétique et infrastructurel qui étreignent le continent et renforcent les inégalités ; ainsi que l'insalubrité publique, l'insuffisance des systèmes d'assainissement et les pollutions liées, entre autres, à l'explosion de l'automobile ; on obtient le cocktail qui détruit l'idée même d'une ville africaine pensée autour du confort et de la qualité de vie de ses usagers. Est-ce là où le bât de l'urbanisme africain blesse ? Peut-être. Une seule chose reste certaine : **il faut développer des villes durables africaines.**

Alors que la pandémie de COVID-19 continue de frapper, accentuant la mise en évidence des limites et défis des environnements urbains africains ; les inégalités, les vulnérabilités et les risques auxquels sont soumis tant de monde, paraissent intrinsèquement liés au fonctionnement de nos sociétés. Si l'adaptation ne nous semble dès lors plus être optionnelle mais impérative, sa mise en œuvre requiert une prise de conscience collective de la menace climatique et de ce qu'elle implique de nécessaire en termes de résilience urbaine.



Ecole primaire de Gando, Kere Architecture, Gando, Burkina Faso - © Simeon Duchoud

Bien que l'Afrique abrite 15% de la population mondiale, elle n'est responsable que de 3.8% des émissions mondiales de dioxyde de carbone liées à l'énergie. Pourtant, l'Afrique doit assumer près de la moitié des coûts d'adaptation aux conséquences du dérèglement climatique, faisant que sur les dix pays susceptibles de subir les conséquences les plus dévastatrices de la crise climatique, sept se trouvent sur le continent Africain : le Soudan du Sud, le Nigéria, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Tchad, la Sierra Leone et la République du Congo<sup>13</sup>. Ces pays Africains, *les moins pollueurs*, sont aujourd'hui *les plus payeurs*, puisqu'ils subissent les premiers, l'impact de la crise climatique. En somme, ceux qui disposent des plus maigres ressources et qui ont le moins contribué à la crise, en affrontent les plus lourdes conséquences (inondations de plus en plus fréquentes, sécheresses plus longues, canicules, élévation du niveau de la mer, etc.).

### **Marquer une attention collective**

Nous devons plus que jamais intégrer, spécifiquement au regard de ce qui précède, que les modèles de développement (urbains) imprimés par les pères de la révolution industrielle et dont nous avons hérité sont inadapés à nos réalités locales,

<sup>13</sup>Vanessa Nakate, *Une écologie sans frontières*, Ed. Harper Collins, Oct. 2021



car n'ayant pas été conçus en prenant en compte les paramètres de développement qui racontent notre identité et nos valeurs. Pourquoi ? Parce que nous sommes tenus par un impératif de lucidité qui exige de ne pas loger les villes africaines dans le gouffre dans lequel se trouvent les villes occidentales aujourd'hui.

En effet, massivement pensées autour de l'automobile et d'un habitat à base de matériaux polluants et énergivores (ciment, béton, etc.) dans des logiques d'hyperdensification, les villes occidentales étouffent d'elles-mêmes et vivent un inconfort renforcé par les effets d'îlots de chaleur et de pollution, entre autres. On en arrive à des schémas complexes qui limitent les marges de manœuvres correctives, au point que les solutions proposées relèvent plus du démonstratif pilote que de l'applicatif de série, du fait d'un effet de saturation qui complexifie le passage à l'échelle. On retient alors de cela que la véritable faiblesse de ces modèles de villes c'est de s'y prendre trop tardivement, avec des espaces devenus rares. En cela il nous est nécessaire de nous adosser à des logiques d'anticipation pour ne pas commettre les mêmes erreurs. Car si ailleurs la course à la campagne fait rage, c'est bien le signal qu'il est temps pour nous d'adhérer massivement à un *changement de logique* pour oser des villes différentes. C'est tout le sujet de la prospective urbaine que l'Afrique est appelée à s'approprier et à associer à la pratique de la planification pour réinventer la gouvernance urbaine. Car si les villes africaines représentent un tel enjeu de survie et de développement, c'est bien parce que le continent accuse depuis plusieurs années un échec de planification. En effet, avec l'explosion démographique et l'ONU Habitat qui estime que les 40% d'Africains qui vivent en ville aujourd'hui passeront à 50% en 2030 et 70% en 2050, la nécessité d'anticiper la croissance urbaine et de l'adapter aux situations attendues s'impose d'elle-même. Elle est gage d'équilibre entre les prévisions et les réalités du terrain, mais elle est surtout un facteur d'atténuation à long terme des problématiques urbaines, quelles qu'elles soient.

Cela ne saurait se faire sans passer par une modification en profondeur de nos habitudes et comportements vis-à-vis de nos ressources et de notre climat. Qu'il s'agisse d'alimentation ou d'habillement, nous n'aurons pas avancé d'un iota tant que des disparités existeront entre villes et campagnes africaines. Penser les villes durables c'est donc épouser une approche de consommation et d'économie circulaire locales cohérentes avec nos contextes, pour induire la résilience des communautés et des écosystèmes naturels à la base. De quoi ralentir, par ailleurs, l'exode rural.

Deux exemples palpables de cette dynamique vertueuse, et non des moindres, se jouent sur le secteur du bâtiment. En effet, depuis que l'ONU Habitat nous a martelé que 80% des bâtiments qui seront habités en Afrique en 2050 ne sont pas encore construits, nous savons mesurer chaque jour la chance que nous avons d'agir au travers du bâtiment, pour les villes durables et en faveur de la planète. L'ancrage du bâtiment dans le local passe, de fait, par la promotion, la valorisation et la vulgarisation de la construction en terre, à matériaux végétaux ou plus généralement à base de matériaux locaux, et par la capacité des Africains à tordre le cou aux préjugés et à adopter le bâtiment durable. En effet, cela revient à moderniser les matériaux de construction locaux en activant les leviers de la standardisation des matériaux actuels, de l'amélioration de leurs caractéristiques techniques et de la quête de nouvelles niches. Dans cette démarche, les ingénieurs locaux, les écoles, les universités, les centres de formation et les laboratoires doivent s'engager dans une action interne et interafricaine visant à déployer des matériaux qui ne sont pas ceux qui nous viennent d'ailleurs, dans la construction de bâtiments qui nous ressemblent et nous racontent.



Créer la ville durable africaine, c'est donc revenir à l'idée, à l'esprit, à l'art et à la technique de la case de Massa, opportunément décrite par André Gide dans *Voyage au Congo*<sup>14</sup> : « *La case de Massa ne ressemble à aucune autre, il est vrai ; mais elle n'est pas seulement "étrange" ; elle est belle ; et ce n'est pas tant son étrangeté que sa beauté qui émeut. Une beauté si parfaite, si accomplie, qu'elle paraît toute naturelle. Nul ornement, nulle surcharge. Sa pure ligne courbe, qui ne s'interrompt point de la base au faite, est comme mathématiquement ou fatalement obtenue ; on y suppose intuitivement la résistance exacte de la matière. [...] À l'intérieur de la case règne une fraîcheur qui paraît délicieuse lorsqu'on vient du dehors embrasé. Aucune communication avec l'extérieur, aussitôt que la porte est close. On est chez soi...* ». En clair, il s'agit de reconquérir une forme de frugalité dans la conception, les matériaux, les formes, l'esthétique et l'organisation du bâti et des espaces en Afrique.



Legon Botanical Gardens, Accra, Ghana - © Construire pour demain

Toutefois, cela resterait vain si les acteurs de la construction ne pensent pas à décarboner l'architecture et l'urbanisme. À l'échelle du bâtiment par exemple, la réinvention des pratiques conceptuelles nécessite une intégration factuelle de l'analyse des sites de construction, de la mobilisation des données météorologiques locales, de l'identification des perturbations environnementales susceptibles d'être engendrées par la construction en vue d'adapter la conception aux réalités du site et de préserver la ressource en eau et l'énergie en optimisant la phase chantier. Il est donc vital de promouvoir la captation lumineuse naturelle, des formes bâties adaptées, un ratio surfacique net équilibré par rapport à l'emprise globale, la ventilation naturelle et le confort thermique. À côté de cela, la rénovation, notamment énergétique du bâti ancien est importante pour inscrire le parc immobilier dans la transition et réduire les coûts d'exploitation sur la durée.

<sup>14</sup>André Gide, *voyage au Congo*, 1927



De même, il nous faut penser à moderniser l'infrastructure routière toujours avec les matériaux locaux, en commençant par développer, tester et améliorer des modèles. Pour cela, il faut fixer un cap et instituer un climat de collaboration entre les décideurs, les concepteurs et les applicateurs. Il faut dès lors garder à l'esprit la nécessité d'informer sur les objectifs de chaque démarche et sa logique de mise en œuvre, avec en toile de fond, les enjeux pour les générations futures. Pour un habitat et des infrastructures décentes et confortables mais surtout en équilibre avec l'environnement, les matériaux locaux restent un gisement insuffisamment exploité en Afrique. En Amérique du Nord, le bois est cultivé pour produire le logement. L'Afrique doit construire cette symbiose en veillant à intégrer une très grande chaîne de valeur (qui implique les paysans qui produisent le bois, les menuisiers qui le transforment et produisent des composants du logement, des architectes qui conçoivent des éléments préfabriqués, etc.). Le logement doit être au cœur du développement et la société doit participer à sa production, et éviter d'être réduite aux rangs de spectateur et de consommateur. Il en va ainsi de l'usage du solaire, presque gratuit, mais d'un apport considérable pour le développement rural notamment. C'est de ce fait que la promotion des énergies renouvelables et notamment solaires est appelée à passer par le bâtiment. A la fois parce que selon l'ONU Habitat, 75% de la demande énergétique africaine est urbaine dont 40% est issue des bâtiments ; mais également parce que la démocratisation de l'énergie avec entre autres les solutions off-grid, par le bâtiment et spécifiquement en milieu rural apporte des perspectives, stimule les activités génératrices de revenus, booste la petite industrie, crée des emplois et apporte le développement.

Aussi, faut-il poser un regard attentif sur la question de la gestion quotidienne des déchets, surtout plastiques, lesquels représentent de véritables défis pour la salubrité des cités africaines. Les gros titres qui aujourd'hui racontent « Kin la poubelle » alors qu'hier ils exaltaient « Kin la belle » montrent à quel point la ville de Kinshasa, pour ne citer qu'elle, a très vite croulé sous les ordures et s'en relève difficilement, mais de mieux en mieux grâce aux partenariats public-privés. A Kinshasa comme à Lomé, ils ont besoin d'être renforcés et les Etats doivent mobiliser des infrastructures conséquentes pour accentuer le processus de gestion de ces déchets qui jonchent les rues des villes africaines. La ressource qui se cache dans le déchet est inestimable, non simplement parce que dans une logique circulaire elle permet la revalorisation, mais aussi parce qu'elle est vectrice d'emplois et de développement humain.

Aussi, nous faut-il aujourd'hui miser sur des approches progressives de transformation sociétale, par l'intégration de programmes spécifiques dans nos systèmes éducatifs, et par l'adoption de politiques et de projets visant la création de cycles de production d'énergies sur base de déchets collectés. Car ces déchets ne mettent pas simplement notre santé et la qualité de notre environnement à l'épreuve, mais défient avant tout les standards que nous jugeons acceptables ou non. Et là se trouve, peut-être, le grand dilemme de notre société : réfuter dans les faits ce que nous magnifions dans l'idée.

Dans une Afrique de plus en plus étreinte par les évolutions du numérique et du digital et plus que jamais bouillonnante d'ouverture à l'emploi des technologies ; il faut sans doute accélérer la modernisation de l'administration pour transformer l'action publique locale mais également remplacer progressivement les infrastructures vétustes de gestion énergétique en y intégrant les possibles du smart grid. L'usage des technologies comme le big data pourrait, dès lors, constituer une des pistes les plus sérieuses de réflexion, outre les aspects énergétiques, dans la résorption de multiples problèmes administratifs en bonne place desquels figurent le foncier.



La décentralisation en cours sur le continent est sans conteste une aubaine pour faire du bâtiment durable, de la gestion des déchets, du tournant technologique et du solaire, pour ne considérer que ces exemples, des acteurs clés des villes africaines de demain. Cela se mesurera toujours à l'échelle des Communes dont les chefs-lieux sont au défi de construire les infrastructures (assainissements écologiques, espaces verts, etc.) qui nous sont nécessaires pour durabiliser notre trajectoire de développement. Parce que sans elles, il sera impossible au continent de résoudre le problème du chômage et celui de la pauvreté, et de lutter efficacement contre les changements climatiques. D'où l'importance d'associer à la décentralisation en tant que mouvement d'ensemble, la décentralisation progressive des compétences notamment en matière urbanistique, afin de décentraliser dans le même temps la planification et la prospective urbaines en se basant sur l'approche d'écoquartiers, de responsabiliser les élus locaux et de permettre l'accélération du développement urbain local et durable avec les espaces équilibrés entre bâti (50 %) et non-bâti (50 %). Cela est si important que sans cette approche particulière, il restera difficile d'atteindre sur le long terme les ambitions souhaitées par les signataires du présent texte. Pourquoi ? Parce que la décentralisation permet le développement de villes secondaires et freine l'exode rural et les flux migratoires accentués en direction des capitales, lesquels donnent lieu à des excroissances qui défient les limites de la macrocéphalie urbaine, notamment dans les capitales des pays du Golfe de Guinée. Freiner l'exode c'est offrir des débouchés aux populations et les agglomérer autour de mannes. C'est d'ailleurs dans cet ordre d'idée que le président ghanéen Nana Akufo-Addo a initié un projet de construction d'unités industrielles dans chacun des 255 districts que compte son pays dans le but d'ajouter de la valeur aux ressources brutes locales, mais aussi de sédentariser des populations par l'emploi local. Il faut donc promouvoir une décentralisation active et responsable pour induire à travers le développement urbain, la montée en puissance d'un contre-mouvement : celui de l'exode urbain.

### **Prendre un nouvel élan collectif**

Devant les constats ici développés, il nous faut, d'urgence, mettre à contribution l'action citoyenne, des arts, de la culture et de la société civile, gardienne obligée des mutations (urbaines) à venir, ainsi que celle des décideurs, dans ce qui devra être une dynamique d'ensemble visant à concevoir et déployer la ville durable africaine. Car c'est à l'heure de la COVID-19 que nous comprenons avec le paléoclimatologue Jean Jouzel qu'il nous faut plus que jamais « revenir à des économies plus locales, sobres en carbone, un développement complètement différent de celui vers lequel nous irions si nous n'avions pas de problèmes ». L'action climatique doit ainsi s'attacher à une échelle locale pour construire un meilleur avenir urbain en Afrique.

Pour ce faire, une réponse collective et locale doit absolument être donnée aux problématiques urbaines africaines. C'est le propre de la ville durable que nous appelons de tous nos vœux, au profit d'une Afrique en quête d'émergence, *vers un modèle de rupture avec les schémas classiques adoptés depuis l'ère industrielle (dominés par le capitalisme)*. Il est temps que le beau, l'exquis, dans sa forme qui nous vient d'ailleurs, que nous modélisons et adoptons à souhait, soit repensé dans les limites des standards que nous aurions définis. Dans notre pensée et conscience collective, mais aussi dans la création quotidienne de notre environnement, avec l'implication des populations comme on construisait les maisons dans les villages.

Le bénéfice attendu des villes durables en Afrique est celui de la maîtrise de l'habitat et de sa densité (lutte contre l'étalement et recherche d'un juste optimum), dans une perspective de gestion économe des sols. Il est également question de créer une juste *mixité sociale (rassemblement des générations et des habitants sans distinction aucune) et fonctionnelle* (mixité des pôles de fonctionnalité et maintien du dynamisme urbain) dans un *environnement sûr (sécurité et sûreté urbaines)*, de favoriser une bonne gestion des déchets et la mise en place de systèmes de tri et de recyclage parfaitement intégrés aux réalités locales.



A cela, il faut ajouter la nécessité de promouvoir un dynamisme économique associé à une forme d'économie sociale et solidaire (*mobilisation communautaire, actions à impact local*) empreinte d'innovation (*exploitation et réinvention des produits et/ou déchets locaux, réponse à des besoins nouveaux*), à tous les points de vue. A l'échelle des Communes, le *sens de la participation (assiduité de la concertation)* est à promouvoir au plus haut point, pour réduire l'écart entre les municipalités et leurs administrés, tout en associant les populations aux choix déterminants pour le développement de leurs villes. Cela est spécifiquement vital pour promouvoir la *sobriété, la modularité et la réduction des émissions de carbone* jusqu'à l'échelle des individus, par un changement de comportement et d'habitudes. La création des villes durables africaines, au sens de ce qui précède, impose une orientation plus axée sur les *mobilités douces (études quantitatives, analyse et compréhension des pratiques de mobilité, décarbonation des transports, etc.) et bas-carbone* et sur *l'usage du numérique (facilitation des pratiques urbaines, information, partage et inclusion)* pour faciliter le quotidien, notamment en améliorant les services offerts aux usagers des villes.



Bwiza Riverside Homes, Nyarugenge, Kigali, Rwanda

Entre *compacité (urbaine et bâtie), solidarité (inter et intracommunautaire) et éco-gestion*, la ville durable africaine, à construire par tous, à commencer par les autorités publiques, le monde éducatif et la société civile, n'est pas juste une ville écologique. Elle considère à la fois les facettes socioéconomiques, environnementales et architecturales de l'urbanisation, garde à l'esprit les impacts sur le long terme de son développement et se déploie avec harmonie, en restant le lieu de l'urbain, certes, mais aussi, et surtout, du social. Parce que l'Afrique en a besoin.

L'Afrique en a tellement besoin qu'il serait illogique d'espérer construire la ville de demain sans penser le rôle des femmes, véritables colonnes vertébrales de nos sociétés, qu'elles portent à bouts de bras. A la maison, à l'école et dans la vie générale.



La gestion de la cité doit plus que jamais accroître sa féminisation pour renforcer les possibles du développement urbain devant les défis qui nous pressent, et donner des perspectives à nos communautés. Car, pour promouvoir un meilleur avenir urbain en Afrique, il faut dès à présent promouvoir la participation féminine à la gestion des affaires urbaines.

Au final, la ville durable africaine, ce désir furieux que nous exprimons entre ces lignes, ne saurait prendre corps et forme que dans le local. Elle exalte la nature, chante la frugalité, méprise les inégalités et renforce la diversité. Elle promeut le vivre-ensemble et revivifie les lieux. La ville durable africaine, gage de notre génération, est à bouter hors des fora et à figer dans l'esprit et les gestes de tous les Africains, parce qu'elle nécessite de tous et de chacun, de l'audace, de l'engagement et de la sobriété ; refusant le consumérisme superficiel et futile pour ne pas dire ravageur (pour notre planète). Car de tous et de chacun, elle tire sa nourriture, son existence et sa survie. Il nous appartient donc, devant l'échec de l'intelligence et le pessimisme de la raison, de miser mille fois sur l'optimisme de notre volonté pour la faire naître. Là est pour nous l'impératif le plus séduisant et suggestif qui soit. Là est notre défi.

*Parce que nous refusons les villes africaines telles qu'elles sont, sous leurs dehors décourageants, en n'acceptant néanmoins pas de leur échapper ou qu'elles nous échappent ; nous souhaitons plus que tout, les construire plus durablement ; car en elles gît notre avenir.*

*Parce que le nouvel agenda urbain<sup>15</sup>, le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe<sup>16</sup>, l'accord de Paris<sup>17</sup>, la COP26<sup>18</sup> et le prochain World Urban Forum<sup>19</sup> ne viendront probablement pas à bout des défis urbains du continent africain ; nous plaçons pour une nouvelle grammaire de la lutte anti-climatique africaine, dont le dernier bastion est la ville durable. Une ville qui renvoie inlassablement à la responsabilité de l'individu qui, tant individuellement que collectivement, se sent un acteur fier, dans, et de, sa ville.*

<sup>15</sup>Le nouvel agenda urbain est un programme adopté à la Conférence 2016 des Nations Unies sur le développement urbain durable (Habitat III) à Quito en Equateur. Cet agenda contenu dans la Déclaration de Quito s'inscrit dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par 193 États membres de l'ONU en septembre 2015.

<sup>16</sup>Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 a été adopté lors de la troisième Conférence mondiale de l'ONU tenue à Sendai au Japon le 18 mars 2015. Il est le résultat de consultations lancées en mars 2012 et de négociations intergouvernementales menées de juillet 2014 à mars 2015 sur demande de l'Assemblée générale de l'ONU et avec l'appui du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe.

<sup>17</sup>L'accord de Paris est un traité international juridiquement contraignant sur les changements climatiques. Il a été adopté par 196 Parties lors de la COP21 à Paris, le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2, de préférence 1.5 degré Celsius, par rapport au niveau préindustriel.

<sup>18</sup>La COP26 est la conférence de Glasgow de 2021 sur les changements climatiques s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 13 novembre 2021 à Glasgow, en Écosse, au Royaume-Uni.

<sup>19</sup>Le World Urban Forum ou Forum urbain mondial (WUF) est la première conférence mondiale sur l'urbanisation durable.



*Parce que* pour nous, la liberté n'est pas d'être telle ou telle personne lambda, mais d'être plutôt tel ou tel acteur de cette ville unique, nous passons de nos craintes à un élan commun. Cette ville dont nous parlons, celle qui se veut durable et absolue, est d'une si grande absoluité que chacun de nous la détermine et qu'elle fait battre notre cœur au rythme de l'action commune. Cette ville, qui n'a de sens que dans la communauté urbaine d'Afrique que nous représentons, est l'euphémisme de notre avenir commun. Car il n'y a de vœu ni d'espoir si cher à nos cœurs unis, que les citoyens de la ville durable africaine, représentent (enfin) une chaîne où chacun d'entre nous est un maillon à lui seul. Un maillon indispensable. Un maillon actif. Dans la ville durable africaine, chacun de nous, déterminé dans son action, se verrait ainsi porté par un élan puissant et fort, une dévotion : ***ma patrie c'est la ville durable, une ville pour tous !***

Ma patrie c'est la ville durable

*Ne trahissons pas jamais notre patrie !*



**Signataires**



**Beugrain DOUMONGUE**

Président de Construire pour demain



**Dr Karim LIMAM**

Enseignant-chercheur - LR Univ



**Ngabo Seli MBOGO**

Ancien Ministre de l'Urbanisme et des Finances du Tchad



**Mama OMOROU**

PDG SIGMA & Groupe ILO



**Lansana Gagny SAKHO**

Président de Experts Vision



**Joseph GUIEBO**

Retraité de l'ONU HABITAT



**Olivier STEPHAN**

Dir. Market. - Lafarge Holcim Béton



**Madiana POGNON HAZOUMÉ**

Ingénieure génie civil - SDP Groupe



**Hindou OUMAROU IBRAHIM**

Géographe et militante écologiste



**Madjisse BERINGAYE**

Présentatrice Télé - Canal+ Group



**Régis HOUNKPE**

Directeur exécutif d'InterGlobe Conseils



**Reine TOUNGUI**

Senior Managing Partner - IX. Advisor



**Pr Dany AYITE**  
Enseignant-chercheur - Univ.  
Lomé



**Lamboni DOUMONGUE**  
Inspecteur des impôts de classe  
exceptionnelle



**Salifou BOUNELE**  
Président  
ONG SOUNGOU-MAN



**Patrick AMENDAH**  
Architecte - DG de GIGA



**Thomas EPOUNE**  
Architecte - DG de  
EDRAC SARL



**Mehrez KHEMAKHEM**  
Consultant international



**Aimé DJIKOUNOU**  
Maire du Golfe 7 - Togo



**Bantiani BLIMPO**  
Maire de Tône 4 - Togo



**Koundjo NAGNANGO**  
Maire de Cinkassé 1 -  
Togo



**Gountante YAMPOADEB**  
Maire de Tône 1 - Togo



**Kounsoumba SALISSA**  
Maire de Tandjouaré 2 - Togo



**WANEP TOGO**  
ONG



**Major Barth JANSSENS,  
Ph.D.**  
Chargé de cours militaire -  
ERM Bruxelles



**Carine Oumou  
HAIDARA**  
DirCom Projets Résidentiels  
KERRIA CI



**Larissa AFFOLABI**  
Ingénieure génie électrique



**Jean-Vincent  
TCHIENEHOM**  
Journaliste Sénior



**Ulrike WESSBECHER**  
Professeure d'Allemand



**Cécile THIAKANE**  
Fondatrice de L@b'Isep



**Dr Ing Fatima LAFQIR**  
Enseignante-chercheuse - UMP



**Lindner GUILHERME**  
Ingénieur mécanicien des  
fluides



**Dr Hicham MASTOURI**  
Enseignant-chercheur / UM6P



**Dr Ing Dalia ALLOUSS**  
Chimiste des matériaux



**Aurore BONNY**  
Journaliste et Communicatrice



**Dr Mamadou Ibrahima  
FALL**  
Négociateur International  
et Conseiller en diplomatie  
économique



**François KOUDAYA**  
Architecte



**Dr Yendoubé DEMAKOU**  
Géographe, planificateur-  
aménagement



**Koffi Dela KEPOMEY**  
Pdt CAO & DE CNSC TOGO



**Faridatou ATCHADEDJI**  
Ingénieure génie électrique



**Luzia BERTSCH**  
Ingénieure paysagiste



**Ornella KUADJOVI**  
Consultante en gestion de  
projets et politiques publiques



**Hamza LAHLOU**  
Ingénieur génie civil



**Jeff AMANN**  
Consultant en communication  
des organisations



**Audric-Marie AGBO**  
Ingénieur smart mobility



**Balguissa SAWADOGO**  
Journaliste



**Loreline FAUGIER**  
Ingénieure en mécanique des  
fluides



**Elby Skermine AGWU**  
Ingénieur data scientist





**Dr Ing Lelia POPESCU**  
Enseignante-chercheuse /  
UTCB Bucarest



**Essi Farida GERALDO**  
Architecte - Fondatrice de YAC



**Florent DUBOIS**  
Resp. Construction durable  
Lafarge France



**Bassératou KINDO**  
Journaliste - Mousson News



**Jean-Paul SAGADOU**  
Journaliste chez Bayard Presse



**Gaëtan KPADJEBE**  
Journaliste présentateur télé



**Dessa Ganda**  
Comédien, Danseur, Conteur



**Caroline SCHWARTZ**  
Ingénieure génie civil



**Abdou ZOURE**  
Journaliste - DP Faso 7



**Daniel P. WOAGOU**  
Informaticien



**Dr Antoine DOUDJINGAO**  
Expert Budget et  
Comptabilité - OECAP



**Jacques TALSOUNE**  
Ingénieur génie civil



**Midakena BOLA**  
Geotechnicien



**Edwige ANTHONY**  
Auteure et spécialiste des  
procédés en plasturgie



**Marie-Thérèse  
MINLEKIBE**  
Ingénieure génie civil



**Sidikiba CONDE**  
Responsable Admin. AVICOM



**Aïssata DICKO**  
Gestionnaire de projets



**Joachain KAO KEZIE**  
Ingénieur génie civil



**Mariama Djambony  
BADJI**  
DG de DNA



**Moncef FATTAH**  
Ingénieur génie civil



**Précieuse Nadie  
SEMANOU**  
Présentatrice télé



**Kevin OSSAH**  
Président OJEDD



**Gabari HIND**  
Cadre Banquier



**Réda SOUGRI**  
Cadre administratif



**Julio Kokou  
ATITSOGBE**  
Ingénieur génie civil



**Jonas LIMAM**  
Etudiant en Sciences Politiques



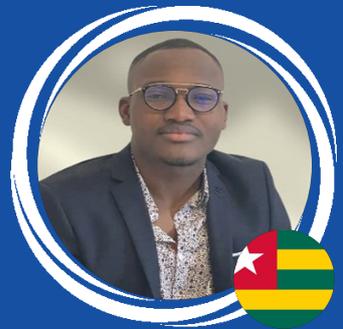
**Fayçal MAHAMOUD  
MOHAMED**  
Ingénieur chargé d'affaires -  
Bureau Veritas Lille



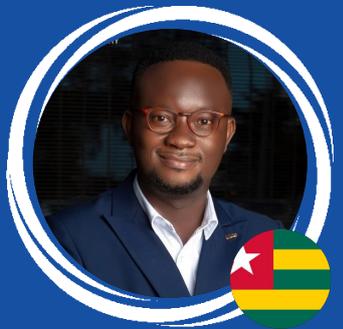
**Olivier RIBOUIS**  
Journaliste à BANOUTO



**Miangola  
RANDRIANIRINA**  
Ingénieure génie civil



**Bouwedeou Kozah  
TCHEKPI**  
Ingénieur génie civil chez  
COREAL



**Hector NAMMANGUE**  
Journaliste Environnement -  
CEO vert-togo.com



**Rolande AZIAKA**  
Journaliste / DG  
ECOCONSCIENCE TV



**Almamy Harouna  
CAMARA**  
Architecte indépendant



**Marcel KPOHO**  
Artiste plasticien



**Fernand Mawaba  
TAGBA**  
SG - Commune Sotouboua 1



**Lina MENSAH**  
Photographe



**Warren-Riad AYITOU**  
Architecte



**Marc Arthur WOUROUGOU**  
PDG NICE SARL



**Kokou DOSSEH (Julio Marley)**  
Artiste visuel, photographe



**Idrys MZE BOINAÏDI**  
Ingénieur génie civil



**N'famara DANSOKO**  
Agent de développement



**Désiré PIAKE**  
Ingénieur génie civil



**Djidoula TAKO**  
Ingénieur génie civil



**Oumou Thierno TOURE**  
Ingénieure Génie civil



**Liban Farah HERSI**  
Ingénieur génie civil



**Shella ROLAND**  
Etudiante en génie civil



**Rachel KOMBELA**  
CEO de RichelFood



**Clémence BAKI**  
Infirmière



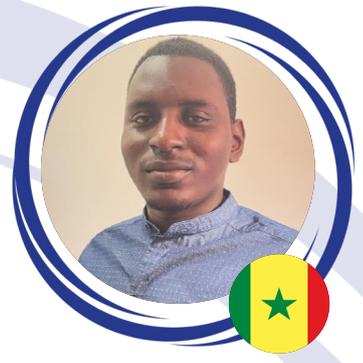
**Yandika EHSINGTO**  
Agripreneur et économiste du développement



**Hiba AJIB**  
Physicienne du bâtiment



**Wissam IKHIAR**  
Elève ingénieur

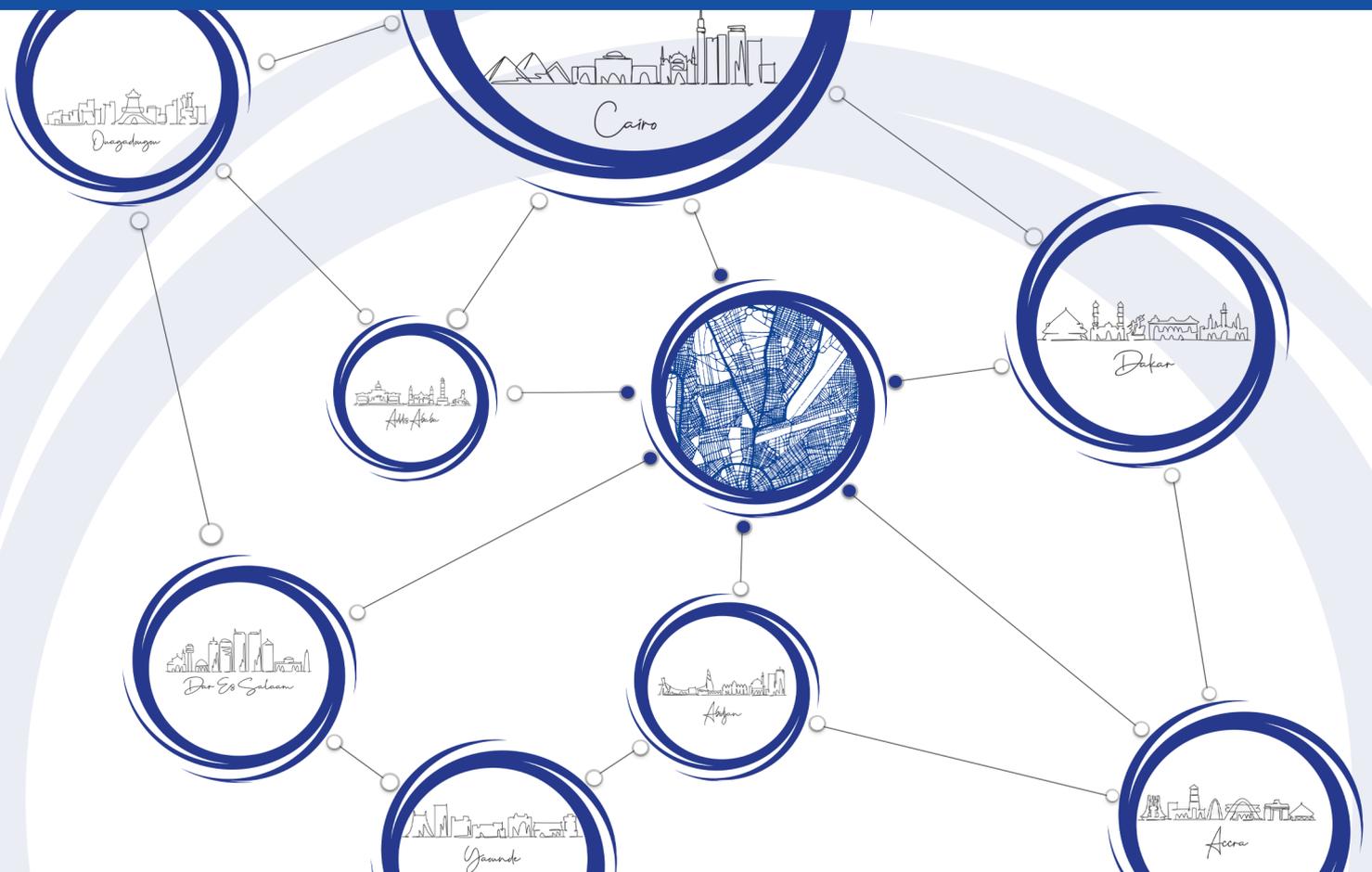


**Youssou SOUMARE**  
Ingénieur génie civil



Il vient à l'homme qui chevauche  
longtemps au travers de terrains sauvages  
le désir d'une ville.

*Italo Calvino, Les Villes invisibles*





# Postface



Pénébinesso LIMAZIE

## Augmentons durablement les villes africaines !

L'Afrique est plus que jamais à la croisée des chemins de la durabilité. Sur ce continent qui fait figure de dernier carrefour du développement mondial, la frénésie du temps qui s'écoule excède tous les partis pris. Les plans de développement foisonnent, il se produit du jus de cerveau, le dynamisme des cités est à son comble et les populations sont sur le front d'un quotidien qui détermine en tout point les nouveaux challenges des villes africaines. Lesquels sont-ce ?

Avant que d'y arriver, il sied de dresser l'épure de la ville dont nous pourrions convenir qu'elle se réduit à un ensemble plus ou moins organisé d'habitants, d'infrastructures et d'activités qui vivent, fonctionnent et se déroulent sur un espace plus ou moins déterminé. Si sur cette cartographie, nous posons la pyramide de Maslow, alors la ville prend une dimension quasi stratosphérique dans son essence véritable, à savoir l'humain. Qu'est-ce à dire ?

La ville est une pure production humaine. L'Homme la façonne à son image, comme une réponse à ses besoins. Aux besoins physiologiques elle implique des ressources (eau, nourriture, espace, etc.). Au besoin sécuritaire, elle apporte l'habitat et les infrastructures bâties. Au besoin d'appartenance, elle porte la nécessité de l'autre et du groupe social à son paroxysme, relevant également l'importance de la mixité sociale. Aux besoins d'estime et d'accomplissement, elle renforce le désir de s'élever et de se distinguer, spécifiquement dans le regard de l'autre. Pour chacun de ces besoins, la ville répond par la présence d'activités qui en font le dynamisme et la fonctionnalité. De fait, il convient d'observer que c'est à l'aune de l'humain et de ses besoins que la ville vit et se transforme, positivement ou non.

En l'occurrence nous observons que ses principaux défis, en Afrique, sont associés à ses transformations multiples. Celles-ci relèvent d'une dynamique démographique costarde (4% en rythme annuel), laquelle stimule une urbanisation massive (environ 50% de la population africaine sera urbaine en 2030) et des impacts sur les ressources. Les corollaires inévitables au sens de l'espace se manifestent par un étalement quasi inarrêtable lié au déploiement du bâti, qui donne naissance aux zones d'habitations spontanées où vivent entre 50% et 70% des urbains africains. Outre l'insuffisante prospective urbaine, le retard de l'administration qui raconte les défaillances de la gouvernance urbaine, l'économie informelle, les déchets, la mobilité, la participation, les problèmes fonciers et d'aménagement ; c'est le changement climatique, auquel concourent grandement les villes, qui fait peser les plus gros risques sur les ambiances urbaines du continent.



Dès lors, nous pouvons envisager que le principal défi des villes africaines soit celui du retour de l'humain à une conscience environnementale réhaussée par les enjeux actuels. Dans une Afrique de plus en plus sujette aux événements climatiques extrêmes et dévastateurs, il est temps de questionner l'essentiel des métamorphoses que l'on souhaite : l'engagement humain. Plus loin, c'est surtout la capacité des organisations humaines à agir en faveur d'un meilleur devenir des villes qu'il faut quereller.

Cette nécessité incombe particulièrement aux acteurs de la fabrique de la ville et au monde de la construction. Les architectes tiennent, à cet effet, un rôle essentiel. De fait, les ordres des architectes, qui représentent des rassemblements de compétences, ont la responsabilité de drainer des dynamiques porteuses d'espoir pour l'Afrique. C'est ce à quoi s'attèle de plus en plus l'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT), parce que s'il est impératif d'agir, il est plus réaliste de réussir l'exercice à plusieurs. Comment ? En agrégeant les volontés dans le sens d'une masse critique capable d'induire un effet de bascule. C'est le challenge que relève brillamment le plaidoyer « Ma patrie c'est la ville durable » à son échelle.

C'est au nom de cette vision et de la conviction qui engage les architectes togolais que le message porté par l'association Construire pour demain nous paraît louable à tous égards. Au-delà de sa pertinence et de son originalité, il constitue une injonction forte à l'attention de toutes les parties prenantes de l'urbain. En réhabilitant l'action humaine avant tout, il a le mérite d'ajuster l'action commune. En associant des participants aux profils différents, issus des quatre coins du monde, il démontre (i) que la diversité et la mixité si chères à la ville durable ne connaissent pas les distances, et (ii) que la ville n'a en réalité aucune échelle. Elle est partout et en toute chose, comme disait Ash Amin. D'où l'importance et l'intérêt de la transformer en agissant positivement sur la part d'elle dont nous disposons.

« Ma patrie c'est la ville durable » est donc un audacieux défenseur d'une idée supérieure de la ville, un parangon de bonne foi, un des signes les moins équivoques des possibles des villes africaines et un alliage parfait entre l'espérance et la volonté. Attachons-nous-y, vivons-le comme une respiration et augmentons durablement les villes africaines.

**Pénébnesso LIMAZIE**

*Architecte-Urbaniste*

*Président de l'Ordre National des Architectes du Togo*





# Remerciements



La réalisation de ce plaidoyer a été rendue possible par l'implication et la contribution de nombreuses personnes et institutions, qui ne margent pas forcément au rang des signataires, mais qui n'en restent pas moins imprégnés de l'esprit et de la lettre de ce texte. A ceux qui de près ou de loin, ont influencé d'une quelconque manière la poussée de ce cri de guerre, *l'association Construire pour demain* témoigne sa totale gratitude et ses profonds remerciements.









